

Contrat relatif au raccordement de sites industriels au réseau de transport et aux conditions de livraison du gaz

Annexe 6
Modèle de convention amiable de servitude
Version du 1^{er} juillet 2023



Entre les soussignés :

NaTran, Société Anonyme au capital de 639 283 420 euros, dont le siège social est sis 6, rue Raoul Nordling – 92277 Bois Colombes Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 440 117 620, représentée par **Monsieur Pierre COTIN**, en sa qualité de Directeur Clients et Optimisation du réseau, dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommé « **NaTran** »,

ET

Monsieur

et Madame

- ▶ Pour chacun d'eux : nom, prénoms dans l'ordre de l'état civil, profession, domicile, date et lieu de naissance.
- ▶ Préciser s'il existe une indivision.
- ▶ Ajouter, lorsqu'il y a plusieurs personnes :

Les personnes ci-dessus déclarent agir solidairement entre elles.

ci-après désigné(s) le « **Propriétaire** »

Le Propriétaire et NaTran sont ci-après dénommés individuellement la « **Partie** », et ensemble les « **Parties** »,

APRÈS AVOIR EXPOSÉ QUE :

Pour permettre l'acheminement du gaz naturel et sa livraison aux utilisateurs, la société NaTran est amenée à implanter des ouvrages de transport de gaz dans des propriétés privées. Les ouvrages de transport de gaz sont constitués de la canalisation elle-même ainsi que de ses équipements accessoires tels que par exemple : des bornes de repérage, des gaines en attente destinées à recevoir des câbles de télétransmission.

En l'espèce, NaTran souhaite implanter un ouvrage de transport de gaz entre et, cet ouvrage étant ci-après dénommé la « Canalisation ».

Cette convention s'inscrit dans le cadre des dispositions du code de l'environnement (articles L. 555-1 et suivants et articles R. 555-1 et suivants) et de l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

- ▶ Ajouter le cas échéant le paragraphe ci-dessous :



La Canalisation a fait l'objet :

- d'une déclaration d'utilité publique en date du, en vertu de l'article L. 555-25 du Code de l'environnement ;
- d'une autorisation de transport en date du, en vertu de l'article L. 555-25 du Code de l'environnement ;
- d'un arrêté de servitudes d'utilité publique en date du, en vertu de l'article R. 555-30 du code de l'environnement.

LES PARTIES ONT CONVENU DE CE QUI SUIT :



Article 1 - Servitude

Afin de permettre à NaTran de construire la Canalisations, le Propriétaire, concède à NaTran une servitude réelle conventionnelle sur la(les) parcelle(s) lui appartenant en pleine propriété à la date de signature de la présente convention, désignée(s) ci-dessous.

Parcelles situées sur la commune de								
Cadastre		CL	Contenance	Lieu-dit	Nature	Longueur empruntée en m	Surface de la bande étroite en m ²	Surface de la bande large incluant la bande étroite en m ²
Section	N°							

La servitude est matérialisée sur le plan parcellaire annexé à la présente (**Annexe 1**), à titre indicatif et non définitif.

La bande étroite, désignée au I. 1° de l'article L. 555-27 du code de l'environnement, a une largeur de Ajouter le cas échéant : en vertu de la DUP. Il est précisé que la bande précitée sera répartie de la façon suivante par rapport à l'axe de la Canalisations : mètre(s) à droite, mètre(s) à gauche, en allant de à

S'assurer que les valeurs respectent la réglementation.

Ajouter le cas échéant : Pour les parcelles boisées, cette bande de servitude est réduite. Le cas échéant, la largeur et la répartition de cette bande sont précisées ci-dessous.

La bande large, désignée au I. 2° de l'article L. 555-27 du Code de l'environnement, dans laquelle est incluse la bande étroite, a une largeur de Ajouter le cas échéant : en vertu de la DUP.



Cette servitude donne à NaTran et à toute personne mandatée par elle le droit :

- dans la bande étroite, d'enfouir dans le sol la Canalisation avec les accessoires techniques nécessaires à son exploitation et à sa protection, et de procéder aux coupes et enlèvements de toutes végétations, cultures et plantations, ainsi qu'aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes rendus nécessaires pour l'exécution des travaux de pose de la Canalisation, de surveillance et de maintenance de la Canalisation et de ses accessoires (ci-après dénommés les « Travaux ») ; tout élément de la Canalisation sera situé au moins à 1,00 mètre(s) sous la surface naturelle du sol, à l'exception d'un grillage avertisseur situé à au moins 0,80 mètre sous la surface naturelle du sol ;
- d'accéder en tout temps à la bande large et étroite de servitude notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance, la surveillance et l'amélioration continue de la sécurité de la Canalisation ou pour l'enlèvement de tout ou partie de la Canalisation, ou pour toute autre opération relative à la Canalisation, et de procéder, si cela est nécessaire à ces opérations, aux coupes, enlèvements de toutes végétations, cultures et plantations, et aux abattages et essouchages des arbres et arbustes ;
- d'établir hors de la bande étroite, et s'il y a lieu en limite des parcelles cadastrales, les bornes de délimitation et de repérage et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à la signalisation et au fonctionnement de la Canalisation. Si, ultérieurement, à la suite d'un remembrement ou pour toute autre raison, les limites cadastrales ou parcellaires venaient à être modifiées, NaTran s'engage, à la première réquisition du Propriétaire, à déplacer, sans frais pour ce dernier, lesdites bornes et à les placer sur les nouvelles limites de parcelles cadastrales;

Le Propriétaire conserve la propriété des arbres et arbustes abattus et essouchés, qui seront stockés sur place sous sa responsabilité. Toutefois, si le Propriétaire ne souhaite pas conserver lesdits arbres et arbustes, il devra en informer par écrit NaTran avant le commencement des Travaux à charge pour NaTran de les emporter, sans frais pour le Propriétaire, au plus tard en fin de chantier.

Article 2 - Engagements du Propriétaire

Le Propriétaire conserve la propriété du terrain, même si celui-ci est grevé de la servitude réelle établie en vertu de la présente convention. Une fois les Travaux terminés, le Propriétaire aura à nouveau la libre disposition de la bande large, exception faite de l'emprise de la bande étroite, sous réserve de ce qui est stipulé à la présente convention.

Le Propriétaire s'engage :

- à ne procéder, dans la bande étroite définie à l'article premier de la présente convention, que ce soit de façon permanente ou temporaire :
 - à aucune construction ;
 - à aucune modification de profil de terrain y compris le stockage, la construction, la plantation d'arbres ou d'arbustes, excepté les murettes ne dépassant pas 0,40 mètre tant en profondeur qu'en hauteur qui sont autorisées à titre dérogatoire, conformément à l'article R. 555-34-II du code de l'environnement ;
 - à aucune façon culturale descendant à plus de 0,80 mètre de profondeur, étant rappelé que le Code de l'environnement prévoit une profondeur comprise entre 0,60 et 1 mètre ;
 - à aucune plantation d'arbres ou d'arbustes de plus de 2,70 mètres de hauteur ;



Pour déroger aux dispositions ci-dessus, le propriétaire doit avoir obtenu l'accord préalable écrit de NaTran, sous réserve du respect de l'ensemble des règles applicables.

- à s'abstenir de tout acte de nature à nuire à la construction, au bon fonctionnement, à l'exploitation, à la maintenance, à l'entretien, et à la conservation de la Canalisations ;
- à permettre l'accès des préposés de NaTran et de toute personne mandatée par elle, en tout temps, à la bande large et à la bande étroite ;
- en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux, en partie ou en totalité, de l'une ou de plusieurs des parcelles concernées par la présente convention :
 - à informer par écrit le cessionnaire de l'existence de la présente convention,
 - à stipuler expressément dans l'acte de cession l'obligation pour le cessionnaire de respecter la présente convention aux lieux et place du Propriétaire ;
- à informer par écrit ses ayants-droits (ci-après dénommés les « Ayant-droits »), en particulier l'exploitant de tout ou partie de l'une ou de plusieurs des parcelles concernées par la présente convention, de l'existence de cette convention, et à mettre expressément à la charge de l'exploitant l'obligation de la respecter.

► Ajouter le cas échéant le paragraphe ci-dessous :

Il est précisé que :

- au droit des haies coupe-vent, sur demande préalable du Propriétaire et après accord écrit de NaTran, la replantation d'arbres à l'extérieur d'une bande de 5 mètres, soit 2,5 mètres de part et d'autre de la Canalisations, pourra être autorisée ;
- dans les bois, sur demande préalable du Propriétaire et après accord écrit de NaTran, la replantation d'arbres à l'extérieur d'une bande de 10 mètres, soit 5 mètres de part et d'autre de la Canalisations, pourra être autorisée.

Article 3 - Déclaration d'intention de commencement de travaux

Les zones d'implantation de la Canalisations sont consultables sur le téléservice www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr ainsi que dans les mairies concernées où ce service est disponible et gratuit, après réalisation des Travaux d'implantation par NaTran ou les entreprises mandatées par NaTran.

Pour tous travaux à proximité de la Canalisations, le Propriétaire ou ses Ayants-droits, dûment mandatés, s'engage à effectuer par écrit auprès de NaTran, à l'adresse visée dans le téléservice, une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) conformément aux dispositions des articles R. 554-1 à R. 554-38 du Code de l'environnement.

Le Propriétaire s'engage à informer par écrit l'exploitant et le cas échéant l'entreprise en charge des travaux visés à l'alinéa précédent de l'obligation qui leur est faite d'effectuer par écrit auprès de NaTran, à l'adresse visée dans le téléservice, une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT), conformément aux dispositions des articles R. 554-1 à R. 554-38 du code de l'environnement.



Article 4 - Engagements de NaTran

Un état des lieux contradictoire sera établi en présence du Propriétaire et/ou de l'exploitant, avant le commencement des Travaux, et après la fin des Travaux. Ces états des lieux permettront de déterminer les éventuels dommages résultant des Travaux, qui donneront lieu, le cas échéant, au versement par NaTran d'une indemnité déterminée comme indiquée ci-dessous.

NaTran s'engage :

- à informer le Propriétaire, et ses Ayant-droits (à savoir pour l'application du présent alinéa exclusivement les exploitants au sens de l'article L. 411-1 du Code rural et de la pêche maritime), du commencement des Travaux au moins huit (8) jours avant le début de ces Travaux ;
- à remettre en état les terrains, à l'issue des Travaux, sur la base de l'état des lieux dressé contradictoirement avant le début des Travaux ;
- à indemniser le propriétaire de l'occupation de la propriété par la Canalisation sur l'emprise de la bande étroite ; cette indemnisation, dans les conditions définies à l'article 6 de la Convention, étant forfaitaire et définitive pour la totalité de la durée d'occupation ;
- à indemniser l'exploitant, ou à défaut le Propriétaire s'il a également la qualité d'exploitant des éventuels dommages spéciaux, directs, matériels et certains qui auraient été causés du fait de NaTran, à l'occasion des Travaux, aux terrains, aux cultures et, le cas échéant, aux bois.

Pour les Travaux effectués en dehors des zones boisées, cette indemnité est définie conformément aux principes et modalités précisées dans le Protocole National d'accord entre la Profession Agricole et NaTran, dans sa version en vigueur au jour de la signature de la présente convention.

Pour les Travaux effectués en zone boisée, cette indemnité est définie avec le concours d'un expert forestier rémunéré par NaTran.

Article 5 - Date d'effet de la convention

La présente convention prend effet à la date de signature par les Parties de ladite convention.

Article 6 - Indemnité forfaitaire

En contrepartie des engagements et obligations du Propriétaire résultant de la présente convention, et sans préjudice pour le Propriétaire qui serait bénéficiaire en tant qu'exploitant des indemnités prévues à l'article 4 d) ci-dessus, NaTran verse au Propriétaire, après la signature de la présente convention par tous les intéressés, une indemnité globale, forfaitaire et définitive de servitude de : [en lettres] euros (. . . . [en chiffres] €). Ce montant ne comprend pas l'indemnité due le cas échéant en vertu de l'article 4 d) ci-dessus.

Le Propriétaire accepte cette indemnité, dans le cadre des dispositions fixées par le Protocole National d'accord entre la Profession Agricole et NaTran, comme solde de tout compte en contrepartie de l'ensemble des obligations lui incombant du fait de la présente convention et de toutes leurs éventuelles conséquences.

Article 7 - Durée

La présente convention, qui institue une servitude réelle, est valable pendant toute la durée d'implantation de la Canalisation.

En cas de décès de la personne (ou des personnes) identifiée(s) sous le vocable de Propriétaire, cette notion comprenant le cas de sortie de l'indivision par un co-indivisaire engagé au titre de la présente, ses Ayants-droits ou les co-indivisaires demeurent tenus d'exécuter l'ensemble des obligations incombant au Propriétaire en vertu de la présente convention. Les droits conférés au Propriétaire en vertu de la présente convention demeurent également applicables.

Article 8 - Réitération par acte authentique

À première demande de NaTran et sans que cela puisse lui donner droit à quelque indemnité supplémentaire que ce soit, le Propriétaire s'engage à renouveler l'ensemble des engagements pris en vertu de la présente convention devant notaire, pour permettre l'établissement d'un acte authentique reprenant les termes de la présente convention et la publication de ladite convention au service de la publicité foncière.

Dans le cas où le Propriétaire ne souhaiterait pas se rendre en personne chez ledit notaire, il donne pouvoir à un mandataire de signer et ratifier ledit acte authentique en signant ce jour le pouvoir figurant en annexe à la présente (**Annexe 2**) Ajouter le cas échéant : qui devra être légalisé en mairie aux fins d'authentification de la signature du Propriétaire.

Tous les éventuels frais liés directement à l'enregistrement de l'acte (droits, timbres) et aux honoraires du notaire chargé de l'établissement de l'acte authentique et de la publicité foncière précités, sont à la charge exclusive de NaTran.

Article 9 - Déclarations du Propriétaire

Le Propriétaire ou co-indivisaire soussigné déclare que la (ou les) parcelle(s) mentionnée(s) à l'article premier ci-dessus lui appartient (ou appartiennent ou appartiennent à l'indivision) en pleine propriété au jour de la signature de la présente convention.

Le Propriétaire ou le co-indivisaire déclare qu'à sa connaissance, et sous réserve de ce qui figurera dans l'acte authentique à intervenir, la (les) parcelle(s) mentionnée(s) à l'article premier ci-dessus est (sont) libre(s) de toute autre servitude que celles qui sont instituées par la présente convention.

Le Propriétaire ou le co-indivisaire déclare qu'à sa connaissance, et sous réserve de ce qui figurera dans l'acte authentique à intervenir, la (les) parcelle(s) mentionnée(s) à l'article premier ci-dessus est (sont) libre(s) de tout privilège et de toute hypothèque conventionnelle, légale ou judiciaire, de saisie immobilière et de documents publiés à caractère non acquisitif et qu'elle n'est (ne sont) pas grevée(s) de droit réel opposable à NaTran.

Le Propriétaire ou l'indivision s'oblige expressément par les présentes à garantir NaTran contre tous les recours dont celui-ci pourrait éventuellement être l'objet, soit de la part de créanciers privilégiés ou hypothécaires, soit de la part de tiers titulaires de droits réels susceptibles de grever la (les) parcelle(s) sur laquelle (sur lesquelles) est (sont) concédée(s) la servitude.

Le Propriétaire¹	La société NaTran
Mme/M. XXXX	M. XXXX
Fait à	Fait à
Le	Le

NB : Parapher toutes les pages et signer la présente page

¹ Faire précéder la signature des mots "lu et approuvé".



Article 10 - Informations complémentaires propriétaire(s)

